



« LE PAIN, LA PAIX, LA DIGNITE »

Ce mot d'ordre historique du mouvement ouvrier est plus que jamais d'actualité.

A nouveau le monde occidental pousse à la guerre. On ne parle que d'armement massif, de conflits. Alors que le monde aspire à la paix, aux besoins sociaux, à préserver la planète.

L'OTAN pousse à la dépense militaire et impose aux membres une dépense de 5 % du PIB de chaque pays pour se réarmer. La dernière assemblée de l'OTAN a validé l'alignement des pays membres à la politique de Trump.

Voilà pourquoi entre autres, il faut dissoudre « l'Organisation de l'Atlantique Nord ».

L'histoire se répète. Les milliardaires voient leur fortune exploser. Les entreprises du CAC 40 viennent de verser 73 milliards d'euros de dividendes pour 2024. Dans le même temps, le gouvernement veut casser, détruire la politique sociale qui fait la richesse et l'originalité de la France républicaine. Pire encore l'Etat a versé 200 milliards d'aides aux entreprises sans conditions ni contreparties.

De l'argent il y en a pour les salaires, l'école, la santé, les services publics... D'autres choix sont nécessaires.

Cela nécessite l'engagement de chacun, si l'on veut sauver les générations futures d'un désastre planétaire. La paix dans le monde est menacée par la volonté d'une poignée de pays qui ont recours à la force pour s'accaparer des richesses.

NON la guerre n'est pas la solution !

On ne peut pas comprendre les guerres actuelles si nous ne comprenons que non seulement le capitalisme porte la guerre mais que son principal représentant mondial est incapable de se développer sans dominer les autres

nations. L'avenir du Proche et du Moyen-Orient ne passe pas par la guerre mais par la négociation et la diplomatie sous l'égide des Nations Unies.

Faisons du combat pour la paix et le respect des peuples notre raison d'être. Imposer la paix, c'est imposer de nouveaux rapports entre les peuples, des rapports de respect, des rapports où se construisent des politiques d'intérêts mutuels.

S'engager pour la paix, pour un désarmement universel, demander la dissolution de l'OTAN, faire jouer tout son rôle à l'ONU, mettre en œuvre la Charte des Nations Unies, respecter le droit international et la souveraineté des peuples est un enjeu majeur aujourd'hui.

La paix est l'affaire de chacun d'entre nous. Nous devons faire respecter la charte des Nations Unies, seule garantie de la souveraineté des peuples et du droit international.



Michel HORNYAK

Un autre chemin est possible !

Justice sociale, paix et solidarité : des repères solides dans un moment d'incertitude politique.

Porté par la réussite populaire et militante de la 90^e Fête de l'Humanité, l'édition initial avait été rédigé dans un élan d'espoir. Plus de 610 000 personnes ont participé à cette édition, marqué par une volonté de justice sociale et de paix. Partout dans les stands, les allées..., s'est affirmée l'exigence d'un changement politique et d'une alternative progressiste.

Les mobilisations des 10, 18 septembre et 2 octobre ont été le reflet d'une colère sociale grandissante, portée par la défense du pouvoir d'achat, des services publics et du monde du travail.

Le 27 septembre, dans le prolongement de la Journée internationale de la paix, près de 200 personnes se sont rassemblées au Mans à l'initiative du PCF Sarthe pour soutenir le peuple palestinien et briser le silence autour de Gaza.

Depuis, l'actualité nationale a bouleversé le paysage politique. La démission du 1^{er} ministre Lecornu, quelques heures après la présentation de son gouvernement, a illustré la perte de légitimité d'un pouvoir déconnecté des réalités sociales.

Face à ce pouvoir coupé du peuple, les communistes affirment la nécessité d'une issue à gauche, autour d'un projet clair : hausse des salaires et des retraites, abrogation de la réforme des retraites, réinvestissement massif dans les services publics, contrôle démocratique de l'argent public et engagement pour la paix.

À cette heure, l'incertitude politique reste entière : entre dissolution, recomposition gouvernementale ou démission du président, le pays traverse une période d'instabilité. Dans ce contexte de désordre institutionnel, les communistes poursuivent leur action au plus près des habitants, avec la volonté d'ancrer dans les territoires une alternative de gauche à l'approche des élections municipales.

Plus que jamais, le combat pour la justice sociale et la paix reste notre boussole.

À nous, collectivement, d'en faire un levier de transformation sociale et démocratique, au service du monde du travail, de la jeunesse et de la paix.

Saïda SAFIR

Construisons la Paix



Projection/Débat organisé par le PCF Sarthe

Jeudi 20 novembre à 19h00 au cinéma le Royal

Débat animé par Didier JOUSSE, avec la présence de la réalisatrice Ella CERFONTAINE et Fabien GACHE interviewé dans le film (70 min)

Scannez signez

211 MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES SANS CONDITIONS ?

Le dernier exécutif national de notre parti a eu lieu le 22 septembre et les principaux éléments qui en ressortent sont que la reconnaissance d'un Etat de Palestine doit absolument être accompagnée d'actes forts à l'égard du gouvernement d'extrême-droite en Israël, à commencer par des sanctions internationales. L'acharnement du ministre démissionnaire Retailleau à l'égard des maires qui pavoisent leur mairie du drapeau palestinien est absolument insupportable.

La forte mobilisation du 18 septembre appelle à amplifier notre intervention pour inscrire le mouvement social dans la durée, gagner la mise en échec des mesures de régressions sociales et de nouvelles avancées (on sait depuis l'exécutif que la mobilisation du jeudi 2 octobre n'a pas connu le même succès et qu'elle invite à être lucide sur une colère sociale qui ne parvient pas pour le moment à trouver de débouchés).

Le rôle du parti dans le mouvement social doit être d'élever le niveau de conscience de classe (mais

comment ?). Au-delà de la répartition des richesses, à nous de déplacer le débat de la question « comment et qui doit combler le déficit ? » à la question de « comment orienter l'argent pour développer le pays ? », en pointant le coût du capital.

La préparation des élections municipales se poursuit nationalement et localement (les Sarthois sont invités à y participer dans tous les territoires). Concernant de possibles élections législatives en cas de dissolution dans les semaines qui viennent, des rencontres ont lieu avec le PS et Les Ecologistes sur la façon de battre l'extrême droite et la droite dans le maximum de circonscriptions, de renforcer la gauche et notre parti en son sein.

Le prochain Conseil national aura lieu le 11 octobre et portera sur la situation politique nationale, le mouvement social, la préparation des échéances électorales et l'inquiétante situation internationale.

Hoëli LE MOAL



Échanges sur les politiques municipales du logement, le 1^{er} octobre, salle Barbara - Le Mans



Réunion du 3 octobre, des communistes allonnais avec une quarantaine de convives présents

Les gouvernements passent, les revendications demeurent !

Le PCF souhaite être l'acteur d'un mouvement populaire comme levier du changement !



La crise politique que traverse notre pays atteint son paroxysme et le Président Macron s'entête à ignorer les revendications des salariés et retraités. Cette crise politique, démocratique et sociale, génère des sentiments diffus dans la tête des françaises et des français, allant de l'anxiété à la colère en passant par une certaine résignation face à autant de mépris.

De son côté le patronat joue sa partition, n'hésitant pas à brandir l'arme de la mobilisation pour préserver les privilèges des plus fortunés et affichant de plus en plus sa proximité avec l'extrême droite.

Face à cette situation, les syndicats ont entamé la rentrée sociale de façon unitaire et ont montré leur capacité à mobiliser. Point d'orgue de la mobilisation, le 18 septembre à rassemblé plus d'un million de manifestants dans toute la

France, dont 6000 au Mans et de nombreux appels à la grève dans les entreprises.

L'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires et pensions, le développement des services publics, de l'industrie et de notre système de protection sociale sont au cœur des exigences portées par les organisations syndicales et les communistes savent bien que l'argent existe pour financer ces mesures, allons le chercher !

C'est par une mobilisation massive des salariés et retraités, conjuguée à la construction d'une alternative politique s'appuyant sur notre détermination à unir le monde du travail et les catégories populaires, que nous y parviendrons, à l'appui d'un PCF renforcé.

Didier JOUSSE

Une fête avec de l'ambition, Bravo à tous !

Cette 90^e édition de la fête de l'Humanité sur la base 217 en Essonne, dans un contexte politique inédit, a permis, entre deux mobilisations nationales, aux camarades et ami.es présent.es le week-end des 12-13 et 14 septembre de confronter les bases d'une alternative politique et collective, à gauche.

L'engagement des communistes sarthois, des ami.es pour la tenue du stand avec les fédérations 49 et 53 s'est montré à la hauteur pour accueillir pendant quatre jours, la restauration, les abonnements au journal, les débats, dans une ambiance de fête !

Le défi lancé par le directeur de l'Humanité au printemps dernier a été relevé.

Cette année les fournisseurs ont demandé à la fête des paiements comptants.

1 million d'€ de souscription récolté pendant l'été !

De notre côté, la fédération a réglé 320 vignettes à la direction de la fête, c'est 70 de plus qu'en 2024. C'est le fruit d'une vente militante organisée dans chaque section, au plus près des communistes et ami.es.

La fédération, comme chaque année, a organisé un car sur la journée de samedi, 44 camarades se sont inscrits.

Nous vous donnons RDV, pour l'édition 2026 !

Yves BERTHELIN

